

## Pauvreté, exclusion et citoyenneté

Jeanne BISILLIAT

*« La conscience du pauvre est claire ; pourtant il a honte... Il se sent hors de vue d'autrui, cherchant à tâtons dans le noir... L'humanité ne lui prête nulle attention. Il avance et rôde sans qu'on le voit... on ne le désapprouve pas, on ne lui reproche rien ; simplement on ne le voit pas. »*

*John Adams*

On ne peut réfléchir sur l'évolution des relations de genre depuis ces vingt dernières années sans être frappé par la présence d'un certain nombre de paradoxes dont la fonction première est, sans aucun doute, de continuer à assurer, en dépit des revendications et avancées féministes, la permanence d'un certain ordre culturel fondé sur la subordination des femmes et le pouvoir des hommes.

Le dernier en date de ces paradoxes apparaît avec la forte diffusion du concept de développement durable qui a pris toute son ampleur depuis la conférence de Rio en 1992 et qui démontre une avancée épistémologique de la pensée féministe en imposant de placer la réflexion sur les femmes dans le contexte mondial de l'économie et de la politique, contexte fondé sur un grand nombre d'interdépendances complexes. Mais, en même temps que les discours et les convictions de certains permettent aux femmes, par l'introduction de ce concept, d'accéder en théorie et, quelque peu, en pratique à un espace démultiplié, symboliquement décloisonné, potentiellement égalitaire, un autre ensemble constitué, cette fois, de faits structurels (entre autres les crises économiques, la dette, les politiques d'ajustement structurel, la dépendance accrue des pays du Tiers monde) renforce la féminisation de la pauvreté, les replongeant dans l'espace restreint et obscur de la survie individuelle.

Ce sont les liens entre cette pauvreté, structurelle, et l'exclusion, que l'on ne peut plus penser conjoncturelle, dont je voudrais parler dans cet article. Pour tenter d'y arriver, je procéderai par des juxtapositions qui permettent la mise en perspective dialectique d'un ensemble de contradictions d'où émergent, pour les femmes pauvres, de nouveaux modes alternatifs – encore précaires, balbutiants – d'entrée dans le politique, dans la citoyenneté. Parmi eux, j'ai choisi, parce que je l'ai étudié au Brésil<sup>1</sup>, le cas d'un mouvement populaire à Sao Paulo.

S'il faut tout d'abord parler des grands phénomènes économiques qui fondent aussi bien l'exclusion des hommes que celle des femmes, de façon différenciée il est vrai, il est tout autant nécessaire d'évoquer d'autres raisons – idéologiques, philosophiques, politiques – qui légitiment un autre type d'exclusion, touchant exclusivement toutes les femmes du seul fait de leur sexe. C'est cet ensemble cumulatif qui permet de comprendre plus clairement que l'exclusion est, elle aussi, sexuée ; cela renforce la valeur exemplaire, mais si fragile, de ce que certaines femmes, des mouvements populaires arrivent à conquérir sur le plan de la citoyenneté.

### Les aspects économiques

La dialectique de l'émancipation politique des pays, commencée avec la fin des colonialismes, n'a pu arrêter les phénomènes de domination qui, au contraire, ont pris de nouvelles formes s'accroissant avec la mondialisation de l'économie, ses distorsions, ses crises. Les différents modèles de développement mis en œuvre depuis 1945 confirment que « la maladie de la raison pousse les hommes à considérer le monde comme une proie » (Adorno). Tous ces modèles n'ont su enrayer ni la montée croissante de la pauvreté dans le Tiers monde ni son amplification dans le monde occidental, où ce phénomène est pudiquement baptisé Quart monde.

Au niveau international, le rapport d'inégalité qui a doublé au cours des 30 dernières années est au moins de 1 à 150, les 20 % les plus pauvres de la population mondiale ne reçoivent que 0,2 % du total des prêts consentis par les banques commerciales et 1,3 % des investissements mondiaux, leur contribution au commerce mondial ne s'élève qu'à 1 % et leur part du revenu mondial n'est que de 1,4 %<sup>2</sup>. Pays riches et pays pauvres sont en compétition dans une situation d'inégalité. En effet, l'économie des pays pauvres repose sur l'exportation de leurs produits de base qui représentent entre 65 et 90 % des exportations de

1. Cette recherche fut menée dans le cadre de l'accord CNPQ-ORSTOM de 1987 à 1991.

2. *Rapport mondial sur le développement humain*, 1992, PNUD.

l'Amérique latine et de l'Afrique, matières premières dont les prix ont chuté de façon spectaculaire dans les années 80 (les fermiers de Tanzanie reçoivent 28 % du prix mondial pour leur café et 7 % pour leur thé<sup>3</sup>). Le rapport 1992 du PNUD sur le développement humain nous en explique les raisons : une baisse de la demande accompagnée de l'obligation pour ces pays de rembourser leur dette ce qui les amène à accroître leurs productions exportables pour créer des devises. Mais qui oblige les pays pauvres à rembourser leurs dettes ? Qui oblige ces pays à souscrire aux politiques d'ajustement structurel qui, à leur tour, les force à augmenter leurs productions exportables et à réduire leurs dépenses publiques notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, ce qui frappe les femmes en premier. Les pays riches ont reçu, entre 1982 et 1989, la somme incroyable de 242 milliards de dollars au titre de la dette alors qu'ils n'ont donné que 49 milliards d'aide entre 1980 et 1982.

Le remboursement de la dette finance le développement des pays riches.

Par ailleurs, les marchés mondiaux ne sont pas libres. Les pays riches protègent leurs marchés nationaux contre les importations de nombreux pays, riches ou pauvres. Les barrières douanières augmentent avec le degré de transformation des matières premières (par exemple, les pays producteurs du Sud peuvent exporter du cacao mais pas du chocolat ; or, l'on sait depuis longtemps que la valeur ajoutée vient du produit transformé). Le GATT, club des pays les plus riches, a été créé pour que ces barrières douanières soient détruites mais les principes du GATT ne sont respectés que dans 7 % des cas<sup>4</sup>.

Ce que nous devons dénoncer, c'est que le remboursement de la dette est bénéfique aux pays riches et que ces derniers n'ont aucune raison de vouloir l'annuler. Au contraire, ils ont intérêt à perpétuer cette logique perverse qui fait que plus les pays remboursent, plus la dette augmente, plus les décisions souveraines des États sont dans les mains des créanciers. Cette situation constitue le plus récent mécanisme d'exploitation du Sud par le Nord en même temps qu'elle met en lumière l'échec du libéralisme.

Devant ces faits, devant la montée du commerce florissant mais illicite de la drogue, devant l'augmentation fantastique de la corruption, devant le renforcement des causes structurelles de la pauvreté dont les organismes d'aide internationale sont trop souvent à l'origine, ces mêmes organismes ne savent que décrire et mesurer. Cette « arithmétique du malheur », selon les termes de C.H. Booth<sup>5</sup>, a ainsi établi un seuil de pauvreté, puis un seuil de pauvreté absolue et maintenant le PNUD crée

3. Nnyiti M., « Liberal Economic policies in Tanzania : Their effects at the farm level » (with a student at Sorokiné University of Agriculture, Morogoro : Sorokiné University of Agriculture, 1989).

4. *Idem* 1.

5. Booth C., *Labour and Life of the People*, Londres, 1889.

des indices au calcul compliqué : l'indice IDH, du développement humain et l'indice ILP, de la liberté politique. Ces indices relèvent plus d'une étrange incantation magique, teintée de bonne foi et d'hypocrisie, que d'une volonté politique réelle de lutter contre les dysfonctionnements scandaleux de l'économie mondiale, formelle et informelle. Il suffit, pour s'en convaincre un peu plus, de regarder ce qui vient de se passer au sommet social de Copenhague en mars 1995, où les riches ont dénoncé l'inacceptabilité de la pauvreté, sa nécessaire disparition sans prendre pour autant le moindre engagement formel. Ceci fait partie des nombreux autres exemples de disjonction radicale de plus en plus ample entre discours et faits que la politique internationale, par mithridatisation progressive, cherche à nous faire cautionner. Nous devons prêter garde et refuser de nous laisser enfermer dans ces évidences fallacieuses qui stérilisent et insensibilisent notre perception du monde et dévoient l'intelligence que nous en avons.

Or, la pauvreté ne cesse d'augmenter et il faut donner à ce fait sa signification. Les trois quarts de l'humanité, 5 milliards et demi, vivent dans la pauvreté et l'on peut affirmer que les femmes sont les plus pauvres pour de nombreuses raisons (la plus importante étant les difficultés qu'elles ont d'accéder à des ressources productives suffisantes du fait de leur statut social inférieur), mais aussi parce que les crises en les frappant les premières ne font qu'aggraver leur pauvreté : « Nous pensons que la présente crise de désinvestissement social est principalement financée par les ressources d'un fonds social fourni par les efforts surhumains des femmes pauvres »<sup>6</sup>. Ainsi, 62 % des femmes vivent dans des pays ou des régions où le PIB par tête est inférieur à 1 000 dollars ; dans les années 80, la croissance annuelle du PIB *per capita* de ces pays a été inférieure à 10 dollars et, dans bien des cas, négative. En 1984, en Argentine, le revenu des femmes est tombé de 50 % au dessous de celui des hommes. En 1985, au Mexique, le père, la mère et un enfant devaient travailler pour obtenir un revenu équivalent à celui que le père, seul, gagnait en 1975. Toujours dans les années 80, les femmes pauvres travaillaient de 60 à 90 heures par semaine pour conserver le même niveau de vie misérable qu'elles avaient il y a 10 ans<sup>7</sup>.

Les politiques et les programmes d'ajustement structurel initiés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale dans un grand nombre de pays, tout en apportant, selon beaucoup, une certaine amélioration aux économies nationales produisent en même temps des effets pervers : ces politiques ne sont pas neutres du point de vue du genre. Par exemple, 25 % des ménages ruraux dirigés par des femmes ne bénéficient pas de leurs avantages<sup>8</sup>; par rapport aux ménages ruraux

6. *The Invisible Adjustment : Poor Women and the Economic Crisis*, UNICEF, 1987.

7. *Les femmes dans le monde : des chiffres et des idées*, 1970-1990, Nations unies.

8. Jean M. Due, « Policies to overcome the negative effects of structural adjustment programs on african female-headed households », in *Structural Adjustment and*

dirigés par un homme, ceux dirigés par une femme sont peut-être de taille plus réduite mais comptent un plus grand nombre de dépendants, produisent moins car les femmes en milieu rural n'ont pas accès au crédit pour payer la main-d'œuvre supplémentaire qui serait nécessaire, ou pour payer les intrants ou les variétés à haut rendement. Elles doivent donc acheter la nourriture aux prix du marché, lesquels, avec l'inflation, ont beaucoup augmenté. Et il existe environ 30 % (chiffre global qui cache de fortes variations) de femmes chefs de famille, assumant presque seules la responsabilité économique de ceux qui vivent sous leur toit. Ces femmes, malgré des différenciations de classe, sont presque toujours plus pauvres que les autres.

La mise en place du concept de la féminisation de la pauvreté est étayée par des faits, des chiffres et des études qui ne laissent aucun doute. Les femmes pauvres, tout en ayant des statuts différents, forment néanmoins, en termes de relations de genre, un bloc homogène dans la mesure où il est soumis à d'identiques inégalités : temps de travail plus long et recours au travail des enfants, éducation et formation inférieures, mauvais état de santé et prévalence de l'anémie, chiffres élevés de mortalité maternelle, recours insuffisant aux services de planning familial et nombreux avortements clandestins.

### Les raisons d'ordre ontologique

Néanmoins, l'exclusion des femmes de l'économique ne s'explique pas seulement par le système général d'inégalités que toute société met en place. Elle a d'autres fondements qui forment une chaîne causale dont les divers éléments d'ordre métaphysique, philosophique, politique, sont inextricablement mêlés.

La matrice de cette triple exclusion « ontologique » repose sans aucun doute sur la différenciation procréatrice entre les hommes et les femmes. Les conséquences de cette évidence biologique, tels les cercles concentriques qui ne cessent d'émouvoir la surface de l'eau dans laquelle un caillou a été jeté, sont toujours à l'œuvre dans une danse rhétorique où la culture ne cesse de vouloir se faire passer pour la nature.

La culture, la société, la religion ont toujours voulu maîtriser la fécondité des femmes au travers de règles et de coutumes très élaborées qui « justifient » l'infériorité féminine. Cette autorité, depuis l'émergence des grandes peurs de l'Occident devant la poussée démographique des pays pauvres, n'a fait que se renforcer puisque bien des pays doivent accepter la limitation des naissances pour obtenir des crédits de l'aide internationale : c'est par exemple l'une des conditions de l'obtention des

prêts accordés dans le cadre des politiques d'ajustement structurel. Les États, gouvernés par des hommes, imposent leur loi, au nom d'intérêts soi-disant supérieurs, avec autoritarisme, irresponsabilité et sans tenir compte des désirs et des besoins des femmes.

En Chine, la politique de l'enfant unique crée parallèlement 8 millions d'enfants dits « hors-plan », non déclarés, dont on peut se demander comment ils seront intégrés plus tard à leur société<sup>9</sup>.

En Iran, une série de mesures entraîne une baisse du taux de croissance de 3,1 à 2,7 % entre 1966 et 1976. Mais la révolution islamiste impose des changements juridiques et sociaux dont la conséquence est l'augmentation du taux de croissance de 2,7 à 3,8 % en 1986, soit dix ans plus tard. On comprend la brutalité des mesures.

A Madagascar où la pauvreté du monde rural est forte, les femmes veulent avoir moins d'enfants mais n'ont pas accès librement aux méthodes contraceptives à propos desquelles elles doivent par ailleurs, c'est leur responsabilité, convaincre leurs maris. Dans le monde, 1 enfant sur 5 n'est pas désiré.

Enfin, Singapour donne un exemple criant du conflit entre politique démographique et justice sociale tout en montrant une tendance extrêmement dangereuse vers l'eugénisme : en effet, l'état a instauré depuis cinq ans une politique différenciée en fonction des catégories socio-professionnelles : la fécondité ayant baissé, on encourage les riches à avoir des enfants tout en décourageant les pauvres de procréer et cette politique discriminatoire s'appuie sur une série de mesures concernant par exemple l'accès au logement, aux allocations familiales.

Ne nous y trompons pas, et ne considérons pas cet exemple comme une exception mais plutôt comme l'avant-garde d'un vaste mouvement de sélection biologique dont nous pouvons voir les premiers signes avec la mise en œuvre des NTR, nouvelles techniques de reproduction, dans les pays riches. La volonté eugénique n'est pas morte et les femmes doivent réfléchir à ce nouveau danger.

Que ce soit l'eugénisme, la stérilisation, le planning familial obligatoire ou défendu, la remise en cause incessante du droit à l'avortement qui se heurte au refus aussi obstiné qu'obsessionnel des forces conservatrices et religieuses, où se trouve la volonté des femmes, la maîtrise de leurs corps ? Des millions d'entre elles, des millions de femmes pauvres n'ayant pas le droit d'utiliser des contraceptifs ne peuvent exercer leurs droits d'être humaine, de personne responsable et cela constitue un scandale dont ne parlent pas les grandes institutions d'aide qui se limitent à un discours moraliste et quasi abstrait préconisant la réduction des naissances pour améliorer la santé et les conditions socio-économiques des femmes. Ce qui est vrai mais insuffisant.

---

9. Les données suivantes sont extraites de *Histoires de Développement*, revue trimestrielle, octobre 1993, n° 23.

La fécondité, la maternité doivent, pour être comprises dans leurs relations avec le monde, s'analyser en termes de pouvoir. Intervient ici la notion de « l'homme soutien de famille », si importante idéologiquement, qui justifie les pouvoirs, économique et légal, du mari. Mises à part les familles bourgeoises et aristocratiques dont les assises économiques reposent plus sur la capitalisation que sur l'obtention d'un salaire, cette notion n'a cessé et ne cesse d'être contredite par les faits. Les études féministes montrent que la participation économique des femmes à la vie du ménage continue à s'amplifier : leur croissante implication dans l'économie informelle en est un indicateur. Mais cette notion justifie, entre autres, les salaires inégaux, l'accès différencié à certains types d'emplois plus qualifiés, l'accent mis sur les avantages du temps partiel pour les femmes qui peuvent ainsi mieux s'occuper de leur famille, ce qui reste, aux yeux de tous, leur devoir « naturel ». L'insidieuse perpétuation de l'invisibilité et de la dévalorisation du travail féminin constitue le corollaire logique de la notion de l'homme soutien de famille et lui permet de perdurer en dehors de toute raison : voir le recueil des statistiques sur l'activité féminine qui, par l'usage de ce préjugé, continuent d'être massivement inexacts. Les périodes qui suivent les guerres font un grand usage de « l'homme soutien de famille » : on a ainsi retiré les femmes de certains secteurs d'activités qui n'avaient fonctionné qu'avec leur travail. A la fin de la guerre de 14-18, les ouvrières des industries sont renvoyées à leur foyer avec l'obligation de faire des enfants pour combler les énormes déficits provoqués par la terrible tuerie. Au cas où elles « voudraient » quand même travailler – on ne peut oublier le grand nombre de veuves – les autorités anglaises par exemple ne leur permettaient que les emplois de domestiques.

Ces manipulations s'assortissent souvent de considérations moralistes qui se font d'autant plus violentes qu'elles concernent des femmes chefs de famille. En effet, ces femmes, seules avec leurs enfants, restent en dehors, que ce soit ou non par choix personnel, des cadres légaux de l'institution familiale, et représentent justement ce que les systèmes sociaux ont toujours refusé : le désordre, le retour à l'état sauvage, à la horde primitive. Ce phantasme social a traversé tous les âges en prenant des formes plus ou moins virulentes mais qui sont toujours fondées sur la stigmatisation de la faiblesse de la femme, de sa dépravation « naturelle », physique et morale.

Voici deux exemples séparés par un siècle et demi : c'est leur intérêt :

— Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, à Londres<sup>10</sup>, il existe un grand nombre de femmes chefs de famille et d'enfants illégitimes, base des théories de cette époque sur la pathologie sociale intimement liée à la peur de l'augmentation démographique des pauvres. En 1834 est édictée la loi des pauvres qui stipule que « pour endiguer le vice, il faut en faire porter

10. Françoise Barret-Ducrocq, *Pauvreté, charité et morale à Londres au XIX<sup>e</sup> siècle : une sainte violence*, PUF, Recherches politiques, 1991.

la responsabilité aux femmes, seules gardiennes de leur corps et de la vertu sociale ». A partir de là, les recherches en paternité coûtent plus cher, la pension n'est plus versée à la mère et le divorce devient très difficile à obtenir. Voyons le cas Chapman contre Chapman : l'épouse d'un maître-maçon demande la séparation judiciaire car son mari est violent, la menace ainsi que ses enfants. « A cause de sa forte antipathie pour les médecins, il entre un soir dans une colère furieuse parce qu'elle a montré son genou au docteur ; il menace alors de la tuer avec un couteau à découper ». Le verdict de la cour prononce au contraire une « restitution des droits conjugaux », parce que l'époux « manque de sang-froid mais n'a aucune intention mauvaise contre sa femme ». Le président du tribunal, Sir Cresswell, déclare : « Il serait trop facile d'obtenir une séparation pour de telles peccadilles ».

— A New York, en 1993, un siècle et demi plus tard, Charles Murray, dans un article<sup>11</sup>, réclame des sanctions économiques contre les mères célibataires, voulant les priver des allocations logement et des bons d'alimentation sous le prétexte que le gouvernement ne peut soutenir une jeune mère pauvre et irresponsable. La nouvelle majorité républicaine commence, depuis 1995, à mettre les mesures en œuvre.

Les diverses exclusions que nous venons de décrire brièvement sont encore renforcées par l'exclusion du politique qui s'origine dans la pensée philosophique gréco-romaine laquelle a nourri toutes les cultures judéo-chrétiennes, et bien d'autres par le biais du colonialisme. La *polis*, la cité est constituée d'un petit nombre d'hommes libres c'est-à-dire des chefs de famille qui, selon Aristote, sont établis comme monarques chez eux et font exécuter par les esclaves et les femmes tous les travaux nécessaires à la maîtrise des « nécessités élémentaires » de la vie. Affranchis du travail, dégagés de ces « nécessités », ces hommes devenus citoyens peuvent se consacrer aux affaires publiques. L'autorité qu'ils exercent sur leur famille, différente de la persuasion qui suppose un ordre égalitaire, se fonde sur un ordre hiérarchique. « La relation autoritaire entre celui qui commande et celui qui obéit ne repose ni sur une raison commune, ni sur le pouvoir de celui qui commande ; ce qu'ils ont en commun, c'est la hiérarchie elle-même, dont chacun reconnaît la justesse et la légitimité, et où tous deux ont d'avancé leur place fixée »<sup>12</sup>. Ce fut et c'est encore trop souvent la situation des femmes, toujours persuadées que l'infériorité de leur place – ce qu'elles pensent être leur statut biologique – est juste et légitime.

A notre époque, la perpétuation de la double journée de travail – phénomène très lentement évolutif – est encore fondée non seulement sur cette exigence de libérer les hommes des « nécessités » mais aussi sur

11. Charles Murray, « Haro sur les mères célibataires », in *Courrier international*, n° 161, décembre 1993.

12. Hannah Arendt, *La crise de la culture*, Gallimard, Folio Essais, 1972.

cette idée de Platon d'une séparation radicale entre les deux fonctions du « savoir quoi faire » (le maître) et du « faire » (l'esclave, la femme).

Ceci représente l'exclusion principale dont quelques femmes seulement, celles des classes aisées, commencent à s'affranchir depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, grâce à leur accès à l'éducation.

La simplicité de ce modèle hiérarchique et son universalité, quelles que soient ses origines, ses variations imposées par des cultures et des religions différentes, lui assurent une cohérence spatiale et une pertinence philosophique qui décuplent son efficacité, même sur la très longue durée.

Avec la Révolution et la proclamation des droits de l'homme, on va formuler cette exclusion selon de nouveaux termes : si « on peut repousser l'égalité sociale et politique, on s'accorde cependant sur l'identité des êtres humains. Alors il semble délicat d'affirmer la dissemblance entre hommes et femmes là même où se donne la qualité principale de l'être humain, à savoir la raison. Obstacle théorique réel auquel la rhétorique saura répondre »<sup>13</sup>. On devra reconnaître que les femmes sont elles aussi des êtres de raison tout en démentant immédiatement cette affirmation par l'explication suivante : l'usage de la raison est dissemblable chez les deux sexes. Celle des femmes, « raison de l'espèce plutôt que du genre humain »<sup>14</sup>, doit se plier aux impératifs de la nature, c'est-à-dire de la reproduction de l'espèce (nous sommes, on peut le constater, encore très proches des « nécessités élémentaires »).

La raison sera donc sexuée, l'égalité entre les sexes impossible et l'exclusion des femmes de la démocratie, au nom de cette même démocratie, nécessaire. Il suffit de regarder le si petit nombre des femmes dans les assemblées de notre pays pour se convaincre de la continuité de l'exclusion.

Cette exclusion générale est renforcée, pour les millions de femmes démunies, par un autre type d'exclusion, conséquence d'un ensemble concomitant d'exclusions, qui frappe globalement les pauvres des deux sexes.

Dans son article sur lequel je me fonde largement, le philosophe Paul Ricœur<sup>15</sup> démontre que l'exclusion est une violence dans la mesure où elle consiste en une violation du droit puisque « être exclu, c'est être fondamentalement non partenaire de ces modèles d'inclusion qui régissent le partenariat ordinaire du lien social ». Les démocraties sociales sont des systèmes de gestion d'inégalités comprises et acceptées par tous mais dont le vice caché est de dissimuler qu'ils ne fonctionnent que si quelques-uns, les pauvres extrêmes, n'y sont pas inclus. C'est bien

13. G. Fraisse, *La Raison des femmes*, Plon, 1992.

14. *Idem*.

15. P. Ricœur, « L'exclusion est une violence », in *Quart-Monde*, juin 1993, 2e trimestre, Éditions Quart-Monde.

ce modèle et son cynisme caché qui sous-tend, depuis tant d'années, les politiques de développement du FMI et de la BIRD.

Les pauvres, les exclus n'exercent aucune fonction de représentation et, n'étant généralement pas regroupés, ils n'ont pas l'habitude des négociations et des compromis où chacun apprend à apporter l'argumentaire de son groupe.

L'idéal du pacte social repose, selon Rousseau, sur les rapports horizontaux du « vouloir vivre ensemble », clé du lien social dont les exclus sont rejetés. En effet leur droit à l'identité est nié et c'est ce qui les exclut des droits de l'homme car ces droits ne peuvent exister que pour ceux qui appartiennent à un système d'appartenance. C'est ainsi que « l'extrême pauvreté marque l'exclusion des systèmes d'inclusion les plus libéraux : l'exclusion constitue une violence par déni des droits de l'homme, une violation durable de l'ensemble des droits de l'homme ».

« Ce rapport exclusion-inclusion est central : les systèmes qui prônent l'inclusion à l'extrême sont ceux qui hypocritement sont les plus silencieux, par omission, sur le coût à payer, qui est l'exclusion »<sup>16</sup>. Les politiques d'ajustement structurel, le nouveau discours insidieux de nos propres pays, comme de certains pays du Tiers monde sur l'État-minimum, l'irruption brutale de l'économie de marché dans de nouveaux pays, la Russie, la Chine par exemple, constituent le prélude redoutable et probablement irréversible à l'abandon des liens sociaux horizontaux et par conséquent à l'impossibilité que je qualifierai de mécanique du « vouloir vivre ensemble ». Une division permanente et accrue entre les riches et les pauvres est en train de s'instaurer qui semble pouvoir être de moins en moins endiguée par des repères moraux acceptés de tous et qui acculera les pauvres dans sa logique cruelle à toujours plus d'exclusion. Il suffira que « l'arithmétique du malheur » puisse continuer paisiblement à chiffrer le malheur, balisant ainsi notre bonne conscience.

Les luttes de femmes, les luttes pour les femmes s'inscrivent dans un espace-monde qui ne connaît ni la pitié ni la tendresse pour les faibles. Les horreurs du monde sur les écrans de télévision doivent être de plus en plus paroxystiques pour que les spectateurs puissent souffrir « à distance »<sup>17</sup>, et l'usage iconographique que l'on fait des femmes sert de base à cette nouvelle forme de la politique de la pitié. Devant ces horreurs, la parole sur le malheur quotidien des femmes ne réussit pas à se constituer. Seul son corps et celui de ses enfants violés, martyrisés servent de support à une emblématique des apparences qui émeut, passagèrement.

16. *Idem.*

17. L. Boltansky, *La Souffrance à distance*, Éditions Métailié, Paris, 1991.

## Pauvreté et citoyenneté ?

Cette brève présentation de l'ensemble interdépendant des causes structurelles qui fondent et perpétuent l'exclusion des femmes – même si dans quelques pays certaines d'entre elles ont conquis des droits importants – et encore plus des femmes pauvres, dont les femmes chefs de famille, permet de mieux comprendre comment elles sont soumises plus fortement aux rejets socioculturel et micro-économique eux-mêmes articulés aux conditions qui informent le domaine macro-économique. Il faut rappeler ici que certaines théories des années 70<sup>18</sup> liées aux études sur les femmes chefs de famille et à l'émergence du nouveau concept de la féminisation de la pauvreté ont essayé de rendre compte de la double malédiction qui consiste à être une mère, seule et pauvre. Elles ont montré que les femmes pauvres, qui assument infiniment plus que les hommes leurs responsabilités biologiques, ont développé une grande flexibilité d'adaptation à un environnement incertain constituant de ce fait une réserve de main-d'œuvre particulièrement exploitable de par sa docilité et, ce qui est encore plus efficace, la reproduisant puisque leur extrême pauvreté les oblige à faire travailler leurs enfants.

Dans ces conditions, l'existence d'associations et de mouvements populaires qui constituent, pour la partie la plus défavorisée de la société civile, un réel apprentissage à la citoyenneté doit retenir notre attention.

Ces mouvements que l'on rencontre presque exclusivement en Amérique latine ont été étudiés, jusqu'à ces dernières années, comme les autres faits sociaux sous l'angle d'un pluriel trompeur. En effet, on ne peut objectivement passer sous silence le fait qu'ils sont massivement constitués de femmes qui font leur force et leur efficacité. Le Mouvement d'habitation de Vila Remo, zone sud de Sao Paulo, avec lequel j'ai travaillé ne fait pas exception. Les femmes dont 30 % sont chefs de famille y assument de nombreuses tâches : coordination des petits groupes de 25 familles, présence dans les diverses commissions constituées durant la période de lutte (de négociation, de santé, d'éducation, etc.), responsables du secrétariat et du ménage. Ce sont encore elles qui assurent le succès des diverses manifestations comme les défilés dans la rue et les campements durant de 6 à 10 jours, non seulement par leur nombre mais aussi par l'accomplissement des « nécessités élémentaires » comme la préparation et l'organisation des repas, de la surveillance des enfants, etc. Lorsque la construction des maisons en groupes commencera, elles effectueront exactement les mêmes travaux que les hommes avec, en plus, le transport des matériaux de construction, de l'eau – et cela manuellement – considérés comme l'extension des travaux ménagers. Seule la manipulation de la

---

18. Blumberg R.L. & Garcia M.P., « The political economy of the mother-child family : a cross-societal view », in Luis Lenero Otero (ed.), *Beyond the Nuclear Family Model : Cross-cultural Perspectives*, Sage Studies in International Sociology, 1977.

bétonneuse, unique objet technique du chantier probablement considéré « d'essence masculine », est réservée aux hommes mais ce sont elles qui l'alimentent.

Même si les femmes font avancer le chantier au même titre que les hommes et souvent plus par leur présence très régulière, elles n'exercent pas de responsabilités au sein des groupes techniques qui sont constitués et les relations hiérarchiques s'exercent toujours de manière identique. Néanmoins, elles sont conscientes d'avoir assumé correctement tous ces travaux de construction considérés comme « un travail d'homme » et en sont très fières. Comme le reconnaît le leader du Mouvement « la femme a la volonté de réussir des choses nouvelles. L'homme pense que c'est bien comme c'est, que les enfants vont grandir comme lui ; la mère souhaite d'autres choses pour ses enfants, qu'ils aillent à l'école, qu'ils aient un meilleur emploi ». Il ne s'explique pas la plus grande participation des femmes mais il la reconnaît et sait parfaitement bien s'en servir.

Si l'on essaie de faire une évaluation, un certain nombre de constatations s'imposent :

— La participation a permis à beaucoup de femmes de sortir de l'isolement de leur maison, de l'isolement où les tient la peur qui règne dans les favelas (peur de la drogue, des violences, des meurtres et donc une méfiance très forte envers les autres, les voisins). Elles apprennent à nouer de nouveaux liens sociaux, des liens de convivialité qui permettent de travailler, de s'amuser ensemble, d'échanger : « J'étais révoltée. Depuis que je suis entrée dans le mouvement, que je partage avec les autres qui sont pour moi comme une famille, des parents, que je m'intéresse à eux, que je parle avec eux, je me suis ouverte. C'est bon pour ma vie ».

— Elles ont accès à l'espace public, à des actions nouvelles, à la construction de l'affrontement entre la société civile et l'État, fondée sur la reconnaissance et la revendication de leurs droits de citoyennes. Prise de conscience qui suppose du temps mais qui leur donne confiance dans leurs possibilités qu'elles ne soupçonnaient pas, dans leur adaptation à de nouveaux rôles. « Quand on participe à quelque chose, cela devient une partie de soi. Ce fut très intéressant pour ma vie. Je ne sais comment t'expliquer. Le travail de construction fatiguait beaucoup, mais le jour suivant je ne voyais pas l'heure. Physiquement j'étais en dessous de tout, mais psychologiquement je me sentais très bien parce que si tu ne participes pas, tu te sens inutile. Tu as réfléchi ? J'ai une maison ici, j'ai aidé à faire le ciment de cette maison, des fondations. Je l'ai fait. Tu sais ce que c'est « moi » ? Ce moi des personnes qui est rempli de vie. »

— Le fait d'avoir enfin une maison décente (53 mètres carrés) qui les met, elles et leurs enfants, à l'abri du cauchemar de l'expulsion à cause d'un loyer trop cher leur donne un sentiment d'ascension sociale et la conviction d'avoir contribué à cette amélioration fondamentale de leurs

conditions de vie. Elles ont gagné une certaine confiance en soi, elles ont appris qu'elles peuvent construire une action politique pour elles et pour les autres, aussi démunis qu'elles.

Elles ont appris qu'elles ne sont pas seulement des mères, des ménagères mais aussi, comme elles le disent si souvent, « des personnes », ou comme nous le disons « des citoyennes ». Mais l'appartenance à un mouvement populaire a une fin ; dans ce cas précis la fin est arrivée après quatre ans (deux ans de lutte et deux ans de construction). Ce temps est-il suffisant pour forger définitivement une nouvelle personnalité qui puisse échapper aux pesanteurs culturelles de la société ? On ne peut l'affirmer. Mais on peut faire l'hypothèse que cette expérience si profonde ne peut que laisser des traces en elles-mêmes, dans leurs vies et dans ce qu'elles seront amenées à transmettre à leurs enfants. On peut légitimement espérer que si de nouvelles raisons de lutter surgissent, elles seront les premières à y entrer, renforçant ainsi leur expérience et leurs acquis politiques.